

L'incroyable Noël

Ralph 2.0

22 22 65 65
CANAL+ TOGO

POUR TOUT REBONNEMENT
— 15 JOURS —
OFFERTS*
A TOUT CANAL+

LES BOUQUETS
CANAL+

LA NOUVELLE

Bonnes fêtes de fin d'année!

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 125 du jeudi 19 décembre 2019 / Prix : 250 F CFA

LE BILLET DE DÉHDÉNO PANA

Pourquoi gaspiller 500 000 FCFA par mois pour les cheveux ?

P. 7

SANTÉ PUBLIQUE P. 3

Pitié M. le ministre !

- Promiscuité, conflits d'intérêt
- Pr. Mijiyawa et son secrétaire général à couteaux tirés
- Ministre de la Santé, Directeur de l'ENAM depuis plus de 25 ans
- Gestion opaque des frais de concours d'entrée dans les ENAM

NATIONAL

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

La CEET fait la différence

P. 4

ECONOMIE

L'essentiel de la 6^{ème} mission de revue du FMI au Togo

P. 4

MUSIQUE

Toofan sur scène à Lomé : Inédit !

P. 7

L'incroyable Noël

22 22 65 65
CANAL+ TOGO

DECODEUR HD
5000 FCFA*
~~10 000 FCFA~~
+ INSTALLATION OFFERTE**

LES BOUQUETS
CANAL+

VATICAN

Le pape François lève le secret pontifical sur les cas d'abus sexuels

C'est une première dans l'Église, le pape François a décidé mardi 17 décembre de lever le secret pontifical dans le traitement des cas d'abus sexuels. Une décision attendue depuis longtemps par les victimes et qui témoigne de la volonté du souverain pontife de poursuivre sa lutte contre ce fléau.

Les victimes d'abus sexuels dans l'Église attendaient cela depuis longtemps, le pape François les a écoutées. Le secret pontifical, qui gardait dans l'ombre les procédures canoniques en cas d'abus sexuel, est désormais levé.

La question avait été longtemps débattue lors du sommet organisé au Vatican en février dernier sur les abus en présence des évêques du monde entier. Elle avait encore suscité des réticences au plus haut niveau de

l'Église. Mais le pape souhaite désormais de la transparence.

Verrou qui saute

Le secret pontifical empêchait jusqu'ici les victimes de suivre les procédures disciplinaires en cours contre un prêtre ou un religieux prédateur. Il empêchait même ces victimes de connaître la sentence qui avait été rendue contre leur agresseur. Ce verrou qui saute devrait aussi permettre aux diocèses de mieux travailler avec la justice civile, car ils ne pourront plus se cacher

derrière le secret.

La justice des différents États pourra aussi exiger des archives qui dormaient jusqu'ici au Vatican afin qu'elles soient remises aux magistrats instructeurs.

Le Saint-Siège explique que la confidentialité pour les victimes et les témoins doit néanmoins toujours être protégée. Le texte publié ce mardi précise également l'importance que l'identité des agresseurs soit préservée, afin que la justice soit rendue dans les meilleures conditions.

Au Chili, les victimes saluent cette décision

L'annonce aurait presque pu passer inaperçue au Chili, alors que le mouvement social contre les inégalités dure depuis maintenant deux

mois. Mais les victimes de pédophilie dans l'Église n'ont pas manqué de commenter la mesure annoncée par le Vatican ce mardi, a relevé notre correspondante à Santiago, Justine Fontaine. « Que les évêques et les cardinaux écoutent bien ce que vient de dire le pape François, a tweeté Juan Carlos Cruz, ancienne victime d'un prêtre aujourd'hui militant contre les violences sexuelles dans l'Église. Ils ne pourront plus se cacher derrière le secret pour dissimuler ce qu'ils ont fait. »

La levée du secret pontifical pour les cas de violences sexuelles sur mineurs permettra désormais à la justice d'accéder plus facilement aux archives et documents de l'Église. Au Chili, les autorités catholiques

avaient par exemple refusé de transmettre au parquet tous les témoignages réunis par un envoyé spécial du pape, venu enquêter sur les affaires de violences sexuelles commises par des prêtres dans le pays. Le secret pontifical avait alors été invoqué pour justifier cette décision.

« C'est une victoire pour les milliers de victimes à travers le monde qui ont protesté auprès de l'Église », a conclu José Andrés Murillo, une autre victime de violences sexuelles, interviewé par la télévision chilienne.

(Source : RFI)

« BIENS MAL ACQUIS »

Les avocats de Teodorin Obiang demandent la relaxe

Au dernier jour du procès en appel de Teodorin Obiang dans l'affaire dite des « Biens mal acquis », et alors que l'avocat général a requis quatre ans de prison ferme et 30 millions d'euros d'amende, les avocats du vice-président de Guinée équatoriale ont demandé la relaxe.

« Votre décision ne doit être basée ni sur les émotions, ni sur la passion, ni sur une certaine morale, comme cela a été le cas jusque-là dans cette affaire, ont martelé les trois avocats de la défense, mais uniquement sur le droit. » Me Tomo a d'abord demandé à la cour de se déclarer incompétente,

au regard de l'immunité dont devrait bénéficier Teodorin Obiang. « Il y a une schizophrénie totale, a renchéri Me Marsigny, à ce que le vice-président soit l'interlocuteur des autorités françaises pour la coopération militaire, tandis que la justice française ne lui reconnaît pas l'impunité due à

sa fonction. »

« Teodorin Obiang est de bonne foi puisqu'il n'a jamais cherché à dissimuler »

Le trio a aussi tenté de démonter chacun des quatre chefs d'inculpation, avec un argument central : pour que Teodorin Obiang puisse être poursuivi en France pour le blanchiment d'un délit, il faut que les faits d'origine soient aussi considérés comme un délit en droit équato-guinéen. Ainsi, le blanchiment de corruption tombe, a soutenu la défense, parce

que le délit de corruption n'existait pas en Guinée équatoriale avant 2018. Idem pour le blanchiment de détournement de fonds publics puisque ce type de détournement, dans les textes équato-guinéens, ne s'applique qu'aux fonctionnaires. Exit aussi, pour des motifs similaires, le blanchiment d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance.

Et Me Tomo d'insister : « qui dit blanchiment dit dissimulation : Teodorin Obiang est de

bonne foi puisqu'il n'a jamais cherché à dissimuler. Comment dissimuler l'avenue Foch ? Les 30 voitures de luxe devant les hôtels parisiens ? ». Tous ont plaidé la relaxe.

De son côté, l'avocat de la partie civile Transparency International, Me William Bourdon, dit attendre « sereinement » le verdict. Tout en soulignant qu'il ne sera qu'un épisode d'un long feuilleton judiciaire qui va se poursuivre.

(Source : RFI)

ATTAQUE D'INATES AU NIGER

Le président Issoufou s'est exprimé devant la nation

Le président nigérien a prononcé ce mardi 17 décembre à la télévision nationale son discours à la nation à l'occasion de la fête nationale. Un discours encore teinté d'émotion, une semaine après l'attaque terroriste de la base militaire d'Inates, qui a tué 71 soldats.

Un fonds pour les pupilles et les veuves de soldats, une place au nom du commandant Hassan Anoutab, mort à Inates aux côtés de ses hommes... C'est par ces

mesures très symboliques que Mahamadou Issoufou a ouvert son discours.

Le président a aussi rappelé que la guerre est loin d'être

finie. « Nous avons les moyens militaires de vaincre, a-t-il déclaré. Nous nous renforcerons et nous conforterons nos alliances. » Ces alliances sont très décriées par la société civile nigérienne, qui demande la fin de la présence de forces militaires étrangères sur son territoire.

Lutte contre le terrorisme Une manifestation prévue ce dimanche a été interdite par

les autorités, puis annulée par ses organisateurs. Et Mahamadou Issoufou de mettre les points sur les.

« Je sais que l'ensemble de notre peuple soutient les forces de défense et de sécurité, a-t-il martelé. La défense de la nation et de l'intégrité du territoire est un devoir pour nous tous, civils et militaires. Je vous demande à tous, conformément à la loi, d'éviter tout comportement ou

propos de nature à démoraliser les forces de défense et de sécurité, et donc à nuire à la défense nationale. Tous unis, dans un large front de lutte contre le terrorisme, nous surmonterons cette nouvelle épreuve. »

La société civile nigérienne a lancé un nouvel appel à manifester le 29 décembre.

(Source : RFI)

SANTÉ PUBLIQUE

Pitié Monsieur le ministre !

Domaine stratégique d'intervention de l'Etat sur le plan social, la santé publique au Togo va de mal en pis. Avec un ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique qui est également le directeur de l'Ecole nationale des auxiliaires médicaux (ENAM) de Lomé depuis plus de 25 ans, le secteur tombe de Charybde en Scylla...

Elom ATTISSOGBE



Directeur de l'Ecole des Sages-Femmes de Kpalimé, et Directeur de l'Ecole des Infirmiers de Kpalimé. Dr Amanga, lui autre, occupe le poste de Directeur du CHU Kara qu'il cumule avec celui de Directeur de l'ENAM Kara.

Dr Agbetomegno, Médecin-Chef de service de médecine générale du CHR Dapaong, est également Directeur de l'ENAM Dapaong, par ailleurs Directeur de l'Ecole des Sages-Femmes de Dapaong. A l'analyse de ces nominations, il ressort plus des critères d'ordre familial, relationnel, amical, qu'un critère de compétence. Alors que selon les textes, les nominations sont faites sur proposition du Directeur général de la santé ou du secrétaire général de la santé.

L'ENAM : l'autre boîte de Pandore

Directeur de l'Ecole nationale des auxiliaires médicaux de Lomé depuis plus de 25 ans, le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique est l'ordonnateur principal

et le comptable en chef des recettes et dépenses de toutes les écoles de formation paramédicale.

En effet, toutes les écoles paramédicales sont des écoles nationales. A ce titre, elles bénéficient des crédits de l'Etat pour leur fonctionnement, dans le cadre de la prise en charge des dépenses essentielles comme l'eau, l'électricité, les fournitures et consommables et même une subvention pour payer les cours des enseignants. Parallèlement, on note chaque année, dans le cadre des concours d'entrée à l'ENAM et dans les autres écoles de formation paramédicale, le paiement d'une somme de 5.000 FCFA par candidat.

En 2018, ils étaient autour de 30.000 candidats à se faire inscrire, juste à l'ENAM Lomé. Un vrai pactole dont on ignore encore la gestion.

Qui fixe inégalement les salaires des surveillants et des enseignants qui corrigent ces épreuves de concours ? Qui définit l'écolage dans ces écoles de formation de santé ? A quoi servent les dizaines de millions de francs CFA payés par les apprenants hors concours (les confessions religieuses, les associations, les apprenants des pays étrangers) et les frais de location des salles de réunion ? Qui gère et comment sont gérés les fonds de ces écoles

qui sont des institutions de l'Etat ? Des questions qui relèvent d'un mystère, mais sur lesquelles l'opinion se fait son idée.

Sur la période 2018-2019, le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a organisé le concours de recrutement des moniteurs des écoles, le concours de formation en santé publique, et le concours de formation dans les écoles paramédicales de Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Tsévié et Lomé.

Alors que le nombre de personnes formées qui sortent de ces écoles nanties d'un diplôme va grandissant, on note très peu de places dans l'administration publique pour les recruter. Ils sont alors obligés d'explorer d'autres débouchés. Les sages-femmes des deux écoles de Lomé et de Kara ; les infirmiers des deux écoles de Lomé et de Kara, les infirmiers auxiliaires et les accoucheuses auxiliaires de Sokodé aussi bien que d'autres paramédicaux sont encore très nombreux à attendre. Paradoxalement, pendant ce temps, on continue d'ouvrir des écoles de formation paramédicale, sous la bienveillance du ministre Mijiyawa.

Le domaine de la santé publique est enrhumé au Togo. Et le bout du tunnel est encore loin. Le ministre Mijiyawa a l'impérieux devoir de rectifier le tir !

Plus rien ne va sur le plan de la gestion administrative de la santé publique au Togo. Si le fond n'est pas encore touché, on en n'est pas bien loin. En effet, les décisions et la gestion du Département de la Santé et de l'Hygiène Publique par le ministre Moustafa Mijiyawa ne reçoivent pas l'adhésion des acteurs du domaine. Au point de susciter depuis plusieurs mois, des tensions entre le ministre et son secrétaire général, le colonel Sossinou Awoussi. Selon les informations parvenues à notre rédaction et recoupées auprès de plusieurs sources, le climat de méfiance entre le ministre de la Santé et son secrétaire général a atteint un niveau inquiétant. La familiarité qui existait entre ses deux personnalités de l'Etat s'est transformée en suspicion, mise en doute, et mise en question. Lors de plusieurs réunions, les agents ont pu constater eux-mêmes cette atmosphère délétère entre le ministre Mijiyawa et le colonel Sossinou Awoussi qui n'approuverait pas la manière dont certains

dossiers sont gérés.

Promotion de la promiscuité

Sous le ministre Mijiyawa, le cumul de fonctions passe pour la règle. Pendant que beaucoup de cadres (médecins, administrateurs hospitaliers, gestionnaires des services de santé, etc.) ne demandent qu'à faire montre de leur savoir-faire, et que d'autres sortent des écoles nantis d'un bon niveau et immédiatement disponibles à travailler, l'ancien médecin chef rhumatologie au CHU Sylvanus Olympio a choisi de faire simple : « *bouter les empêcheurs de tourner en rond à la touche et faire entrer ses pions* ». Ceux qui ont eu à redire sur les décisions du ministre Mijiyawa dans le secteur de la santé l'ont appris à leurs dépens.

C'est ainsi que le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique a fait nommer son beau-frère Dr Fiawoo, Directeur de l'hôpital de Kpalimé, Médecin-Chef de service de Pédiatrie de l'hôpital de Kpalimé,

ELECTION DU 25 JANVIER À LA FTF

Hervé Piza en lice

La Fédération togolaise de football (FTF) sera en congrès le 25 janvier 2020 pour renouveler son comité exécutif. A sept jours de la fin du dépôt des candidatures, Hervé Piza dévoile officiellement dévoilé ses intentions lundi dernier en portant une liste : « Notre Football ».

Nicolas EDORH

« Après une longue réflexion, j'ai décidé me porter candidat à la présidence du Comité Exécutif de la FTF », a déclaré Hervé Piza le 16 décembre dernier. « Cette candidature est pour moi, l'aboutissement d'un engagement fort et la volonté affirmée de le poursuivre au plus haut niveau. Depuis quatre bonnes années, malgré le saut dans l'inconnu du comité exécutif sortant, je me suis mis à observer ce que les acteurs vivaient comme supplices. Il est temps que les acteurs soient les bénéficiaires de ce qu'eux-mêmes produisent par leurs

importants investissements, en participants aux activités de la FTF. Me porter candidat était pour moi naturel. D'autres personnalités ont réfléchi à leur candidature mais ont décidé de se joindre à moi pour qu'ensemble ce qui paraît difficile soit plus facile à réaliser ; notre rêve de reconstruire notre football », ajoute l'ancien président de la Ligue de Kara.

Ses constats

Selon le candidat Hervé Piza, le comité exécutif sortant de la FTF sort sans bruit. « Absence totale d'une vision



pour le développement et la promotion du football, gestion opaque des ressources de la FTF, championnats nationaux improductifs, équipes nationales moins performantes, échec des réformes institutionnelles et structurelles contenues dans les nouveaux statuts, recommandées par la FIFA, etc. », dresse l'ancien vice-président du comité exécutif de la FTF comme bilan.

Il note qu'à quelques semaines de l'élection du comité exécutif de la FTF, l'électorat

reste difficile à déterminer. Ce qui, pour lui, relève d'une absence de vision du bureau présidé par le colonel Guy Akpovy. « Nous observons qu'en D1, il y a 14 clubs, en D2, 20 clubs, et au niveau des ligues régionales, rien », affirme le candidat Hervé Piza.

« La Liste Notre Football pense que le football togolais est à la traîne. Il a besoin d'une véritable équipe des gens compétents et disciplinés pour le relever. Ainsi, outre les activités de routine qui seront organisées avec professionnalisme chaque année, notre contrat sportif sera axé sur les grands chantiers dont la réalisation des réformes des Ligues Régionales et des Clubs de l'élite, la signature d'un contrat avec un équipementier, la réalisation des infrastructures, la mise en place des instruments de la

professionnalisation du football togolais, etc. », envisage-t-il.

« Au terme de mon mandat, j'estime possible de bâtir des équipes nationales fortes et compétitives au plan africain et mondial, mettre en place une académie, moderniser la gestion des clubs et des ligues régionales, améliorer les installations sportives, soutenir les clubs en compétitions internationales, assurer un financement durable du football togolais, professionnaliser le football togolais. Je veux incarner une FTF d'innovations, de progrès et de respect, qui donne à chaque membre (club ou Ligue régionale) une raison d'espérer, une fierté d'appartenir à une famille et d'avoir confiance en elle pour le défendre. Ma candidature est une candidature de conviction », conclut Hervé Piza.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE, DETTES, PERSPECTIVES

L'essentiel de la 6^{ème} mission de revue du FMI au Togo

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Ivohasina Fizara Razafimahefa a séjourné à Lomé du 4 au 17 décembre en vue de tenir des discussions dans le cadre de la sixième et dernière revue du programme soutenu par une Facilité élargie du crédit (FEC). Les conclusions de cette mission ont été présentées à la presse mardi.



Béatrice AGBODJINO

Le FMI note que la reprise économique se raffermie et la croissance économique au Togo devrait s'accroître de 4,9% en 2018 à 5,3% en 2019 et à 5,5% en 2020, essentiellement sous l'effet de la demande intérieure, tandis que certains secteurs d'exportation montrent de légers signes de faiblesse. La mission précise que les autorités togolaises ont réalisé une réduction significative du déficit budgétaire et de la dette publique, ainsi que des réformes structurelles importantes.

« Les crédits au secteur privé ont augmenté de 3,6% (en glissement annuel) et l'inflation s'est établie à 0,4% (en glissement annuel) à fin septembre 2019.

L'assainissement budgétaire entamé en 2017 reste soutenu, le déficit budgétaire global étant estimé à 2,2% du PIB à fin septembre 2019. Le recouvrement des recettes a été conforme aux prévisions, le niveau élevé des recettes douanières ayant compensé les faiblesses constatées dans le recouvrement des impôts. Les dépenses globales ont été inférieures aux prévisions. La dette publique totale, qui s'élevait à 81% du PIB à la fin de 2016, est en baisse et devrait tomber à 70% du PIB à la fin de 2019. Il serait essentiel de préserver dans l'assainissement budgétaire pour réduire davantage les vulnérabilités liées à la dette », déclare Ivohasina Fizara Razafimahefa.

« Les autorités togolaises ont

mis en œuvre des réformes structurelles vigoureuses. Plusieurs mesures liées à l'administration des recettes ont été mises en œuvre, notamment la création et l'harmonisation des numéros d'identification fiscale, l'instauration de téléprocédures dans le but de réduire les coûts de mise en conformité, les retenues à la source et les cautionnements provisoires pour garantir le recouvrement des recettes, les contrôles internes pour lutter contre la corruption et la réduction des exonérations fiscales. Des mesures importantes sont en train d'être prises pour promouvoir le consentement volontaire au paiement de l'impôt. Toutes les procédures de dédouanement seront progressivement automatisées afin de réduire les possibilités de pertes de recettes

et améliorer les services rendus aux opérateurs du secteur privé. L'évaluation et la sélection des projets d'investissement public sont devenues plus rigoureuses ; tous les nouveaux projets doivent faire l'objet d'une analyse coûts-bénéfices avant de pouvoir être inscrits au programme d'investissement public. Il est prévu de basculer vers un budget programme à partir de 2021. La continuation de la mise en œuvre de ces réformes améliorera l'efficacité des dépenses publiques », analyse le chef de la mission de revue du FMI au Togo.

Selon la mission, les réformes du secteur financier progressent et les discussions continuent. Un avis de préqualification a été annoncé en vue de la privatisation des deux banques publiques dans la presse financière internationale. Le processus de préqualification est en cours. « Il est essentiel de parachever les réformes de ces deux banques publiques pour préserver la stabilité du secteur financier et réduire au minimum les risques pour le budget de l'Etat. Les créances

en souffrance dans le secteur bancaire restent élevées et la priorité sera accordée au renforcement des cadres juridique et institutionnel pour le recouvrement des créances », affirme Ivohasina Fizara Razafimahefa.

L'équipe du FMI s'est enfin félicitée des progrès du Togo dans l'amélioration de l'environnement des affaires. Selon le ministre de l'Economie et des Finances, la mission s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec un bon esprit d'ouverture.

Poursuivant son développement, le ministre Sani Yaya a indiqué que c'est un partenariat qui s'est fait dans la confiance, dans l'objectivité, dans un esprit d'ouverture, mais dans la rigueur la plus absolue. Il a tenu à remercier le FMI et se réjouit du soutien de cette institution, ce qui a permis de ramener la dette sous la barre de 70%, en deçà de la norme dans l'UEMOA.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

La CEET fait la différence

A l'occasion de la commémoration de la 31^{ème} Journée mondiale de lutte contre le SIDA, la Compagnie Energie Electrique du Togo a organisé une séance de sensibilisation de masse, de dépistage volontaire, gratuit et anonyme à l'endroit de ses employés.

Nicolas EDORH

2009 - 2019. Dix ans déjà que la CEET joue sa partition dans la lutte contre le VIH / SIDA. En effet, le 1^{er} décembre a toujours été un moment propice de réflexion sur le bilan des actions de la société dans le domaine et les perspectives.

« Les communautés font la différence ». C'est le thème retenu cette année pour commémorer le 1^{er} décembre. Une manière de rendre hommage au rôle essentiel joué par les organisations communautaires dans la riposte contre le SIDA au niveau international, continental et local.

Pour marquer l'évènement, la CEET a organisé une cérémonie de sensibilisation et de dépistage à l'espace

commercial de Wonyomé, sis dans son agence d'Adidogomé. Autorités locales, cadres de la société, agents de terrain, employés, jeunes, etc., ont massivement répondu à l'appel.

« L'action des communautés pour riposter contre le SIDA prend des formes différentes. Leur leadership et leur engagement garantissent la continuité et l'adéquation de la riposte, en maintenant l'accent sur les individus et en s'assurant de n'oublier personne. », a souligné le Point Focal, Essenam Ayenu. « La Journée mondiale de lutte contre le SIDA de cette année permet de souligner l'importance du rôle joué par les communautés. Il est urgent d'impliquer davantage ces communautés pour surmonter ces obstacles.



Aujourd'hui, le rôle crucial de sensibilisation joué par les organisations communautaires est plus que jamais nécessaire pour assurer que le SIDA continue de figurer parmi les priorités en matière de santé. Ces organisations communautaires forment le terreau d'une riposte efficace au SIDA, ainsi qu'un pilier important d'assistance », précise-t-elle.

Pour sensibiliser les participants à cette grande cérémonie, la CEET a sollicité l'ONG ASPROFEM. Des thématiques liées à la lutte contre la discrimination et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA ont été présentées, de même que l'importance de l'utilisation du préservatif. L'ONG ASPROFEM a bénéficié, à l'occasion, d'un don de la CEET qui vient appuyer les efforts de la structure dans la

lutte contre le VIH / SIDA.

A l'échelle nationale, le rapport annuel du secrétariat permanent du CNLS-IST estime à 110.000, le nombre de personnes vivant avec le VIH au Togo.

Depuis le premier cas d'infection au VIH/SIDA en 1985 au Togo, la lutte contre la pandémie a été engagée et les résultats sont encourageants. Le taux de prévalence était estimé à 2,2% au Togo. A ce jour, on note une baisse des nouvelles infections de plus de 60% et du taux de décès lié au SIDA de 45%.

En ce qui concerne les soins, environ 60.000 PVVIH étaient sous traitement en fin d'année 2018, soit un taux thérapeutique de 57%. Le dernier rapport de l'ONUSIDA révèle que 770.000 personnes à travers le monde sont mortes de maladies liées au SIDA en 2018 et plus de 37,9 millions de personnes vivaient avec le VIH. A l'occasion de cette 31^{ème} Journée mondiale de lutte contre le SIDA,

L'Organisation mondiale de la santé souligne le rôle joué par les communautés pour mettre fin au VIH, tout en attirant l'attention du monde entier sur la nécessité de les aider davantage afin d'améliorer les soins primaires. « Ensemble, faisons comprendre l'importance de la communauté et appelons à la suppression de tous les obstacles liés à la discrimination et à la stigmatisation. Engageons-nous ! Evitons de contracter le VIH en adoptant un comportement responsable, par l'abstinence, la fidélité ou la protection. Vivons en communauté », a déclaré Essenam Ayenu.

La cérémonie a pris fin sur une note de satisfaction générale, chacun ayant retenu le message principal de la CEET à l'occasion de cette Journée.



ECONOMIE

CEDEAO : l'échéance d'une monnaie unique en 2020 s'éloigne

A ce jour, seul le Togo respecterait les exigences et critères principaux pour la mise en place d'une monnaie unique sous-régionale, parmi les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

L'information, rapportée par l'Agence de presse du Nigeria (NAN), émane de Zainab Ahmed, ministre des Finances, du Budget et de la Planification du Nigeria, à l'issue de la réunion du Comité des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales de la

Cedeao, sur la question de la monnaie unique, qui s'est tenue la semaine dernière.

Rappelons que, selon la Commission de la Cedeao, une future monnaie commune exige notamment : des critères de convergence, un régime de change flexible,



la lutte contre l'insécurité et la collaboration entre les pays membres de la communauté.

Ainsi, relève la ministre nigériane, avec un seul pays répondant à la majorité des critères, la date butoir de 2020 semble difficile à tenir pour la monnaie unique.

Quoi qu'il en soit, les chefs d'Etat de l'espace communautaire devraient se réunir à Abuja, le 21 décembre prochain, pour examiner les recommandations des ministres des Finances, concernant le régime de monnaie unique proposé pour la sous-région.

AFRIA

Le Togo abritera le siège de l'Agence francophone pour l'intelligence artificielle

Comme pressenti en septembre dernier, le Togo abritera le siège de l'Agence francophone pour l'intelligence artificielle (AFRIA). Le représentant régional de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Eric Adja l'a confirmé mercredi lors d'une audience avec le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

La première pose de la future agence qui sera basée à Aného,

interviendra à l'occasion du premier symposium régional sur l'intelligence artificielle, prévu les 16 et 17 décembre dans la même ville, mais reporté à une date ultérieure. « A travers, cette agence, le Togo va devenir une plateforme de services et de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes

et de formation des unités de cyber gendarmerie », a laissé entendre le représentant en fin de mandat, et qui est d'ailleurs annoncé à la tête de l'AFRIA.

Selon l'OIF, la mission de l'agence outre la cyberformation, sera de

veiller à la diffusion des informations et la veille sur l'évolution des enjeux de l'intelligence artificielle.

BOURSE

La BRVM présente les BRVM Awards

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a reçu à son siège les acteurs de son marché pour leur présenter les BRVM Awards qui distinguent les acteurs du Marché Financier Régional de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) les plus méritants.

Plus qu'une simple cérémonie de récompense, les BRVM Awards entendent renforcer la crédibilité de l'institution et incarner l'excellence dans le secteur boursier, le dynamisme de ses acteurs et l'attractivité de la BRVM.

L'événement a pour objectif de fédérer l'ensemble des acteurs du Marché Financier Régional, de mettre en lumière le dynamisme boursier de notre Union, de promouvoir l'excellence et les bonnes pratiques dans la sous-région et de contribuer au rayonnement de notre place boursière. La cérémonie des BRVM Awards s'adresse aux Sociétés Cotées à la BRVM, aux émetteurs d'obligations, aux Sociétés de Gestion et

d'Intermédiation (SGI), ainsi qu'aux Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO).

Les nominés seront sélectionnés par un jury indépendant sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs dans sept catégories distinctes : Meilleure Société Cotée, Meilleur Émetteur Obligataire, Meilleure SGI, Meilleure SGO, Meilleur Investisseur institutionnel, Meilleure Petites et Moyennes Entreprises émanant du programme Elite BRVM Lounge sans oublier le classique Grand Prix du Jury qui récompensera une personne morale ou physique ayant apporté une contribution importante au marché financier et à son



développement.

Le Directeur Général de la BRVM, Dr Edoh Kossi Amenounve, a indiqué lors de son intervention que « les BRVM Awards sont la concrétisation d'une volonté de mettre en avant des valeurs telles que l'excellence et les bonnes pratiques sur le marché, valeurs très importantes gage de crédibilité et de confiance ».

Les prix sont remis à l'occasion d'un dîner de gala dont la première édition se tiendra le 8 février 2020 à l'Hôtel Abidjan Sofitel Ivoire.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique

de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations).

La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie.

La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA). Elle est désormais classée dans la catégorie des marchés frontières.

AGRICULTURE

Téléfood 2019 : 1000 agriculteurs en formation jusqu'au 24 décembre

La formation des 1000 jeunes et femmes agriculteurs et transformateurs de Kpélé dans le cadre de Téléfood 2019 a démarré lundi 16 décembre au camp du futur à l'ENI d'Adéta. Plus de 400 participants dont environ 180 femmes ont été déjà formés par Dr Alain Chichi du groupe CERCO sur la gestion coopérative, le business plan et l'innovation.

Mardi 17 décembre, au lendemain de la formation, les participants à cette séance de formation dont les jeunes

et femmes de divers segments de chaînes de valeur agricole, ont reçu la visite du préfet.

Sépé Komla Kuwonou, content que sa préfecture abrite la phase pilote de la mise en œuvre des deux initiatives de Téléfood 2019 visant la création de mille nouvelles entreprises agricoles, est passé au camp du futur pour

encourager les apprenants et formateurs. Il n'a pas oublié d'exprimer sa gratitude à l'endroit du gouvernement et des donateurs pour leur appui multiforme.

Cette formation qui s'achèvera par l'apothéose le 28 décembre est assurée par des formateurs venus entre autres du Togo, du Bénin, du

Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la France et renforce les capacités des apprenants en élaboration de plans d'affaires, transformation agroalimentaire, création et gestion d'entreprise, prospection de marchés, etc., afin de faire d'eux des entrepreneurs modernes pour un « Togo Faim zéro ».

VALORISATION DES PRODUITS TOGOLAIS

ACES-Afrique promeut la consommation locale

Des journées de sensibilisation dédiées à la promotion des produits locaux sont organisées par l'association culturelle pour l'éducation et le social en Afrique (ACES-Afrique) et le réseau des jeunes entrepreneurs du Togo avec l'appui du ministère de l'Agriculture à travers le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) et la direction de filières végétales (DFV).

L'événement s'inscrit dans la dynamique de la promotion

de la consommation locale en lien avec l'axe II du Plan national de développement (PND). Il vise à faire connaître au public, la diversité des produits localement transformés, afin de valoriser leurs richesses.

Les marchés de Cacavéli, d'Agoè, de Hédranawoé, d'Assigamé et d'Adidogomé

sont ceux sélectionnés pour abriter cet événement d'appel à la consommation locale du 17 au 21 décembre 2019. Comme activités, il est prévu au cours de ces cinq jours d'exposition, des séances de sensibilisation et d'animation culturelle à l'endroit des femmes des marchés sélectionnés sur le

concept « consommer local », le tout dans un espace d'exposition et de dégustation des différents produits des jeunes entrepreneurs togolais.

CONTRÔLE CITOYEN DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP outille les médias

Aider les hommes de médias et la société civile à mieux cerner les rouages des marchés publics. C'est l'objectif poursuivi par l'Autorité de régulation des Marchés publics (ARMP) qui a initié à leur endroit, une séance de formation. Trois jours de formation débutée lundi 16 décembre et sanctionnée par une attestation de participation.

« Contrôle citoyen des marchés publics ». C'est le thème principal de cette formation à laquelle prennent part des hommes de média, que ce soit de la télévision, de la radio, de la presse écrite ou en ligne, en plus des Organisations de la société civile (OSC).

Par cette initiative, l'ARMP veut mieux faire connaître aux médias et OSC le processus de cession de marchés publics, et permettre aussi à ces derniers d'avoir les outils nécessaires pour contrôler tout ce qui se fait en matière d'attribution de marchés publics. « Environnement juridique et institutionnel des marchés publics au Togo », « Transformation et efficacité dans les marchés publics : outils

d'appréciation », « Accès aux informations relatives aux marchés publics » et les « actions de communication et d'alerte dans les marchés publics » sont les différents modules qui ont meublé les communications au cours des trois jours de formation.

Chaque participant a droit à une attestation de participation. Les journalistes se disent aguerris et pour

eux, il s'agit d'une mission que l'ARMP leur confie et ils doivent l'assumer puisqu'ils sont désormais outillés sur le sujet.

La formation se déroule par vague et s'étale sur plusieurs semaines. Ceci, afin de faire participer tous les médias et OSC présents sur toute l'étendue du territoire togolais.

CIVISME ET CITOYENNETÉ

RCJ FM lance « la Voix de la Cité »

« La Voix de la Cité » est le projet que porte RCJ FM pour amener les populations à des actions civiques et citoyennes. Il est lancé mardi 17 décembre.

Le lancement procédé par le président du conseil d'administration de Radio Carré-Jeunes, Assih Sizing Eyana, en présence du directeur général, Eugène Bamaze, a permis d'avoir les détails de l'exécution du projet civique et citoyen de ladite radio. « La Voix de la Cité » est axée sur des émissions deux fois dans le mois : tous les troisièmes lundis du mois à partir de 16 heures et en rediffusion les quatrièmes samedis du mois à partir de 14 heures. Les bandes annonces, également, seront produites et passeront, à certaines heures de la journée de lundi à dimanche, pendant les six mois que durera le

projet. Cette initiative qui débute le 1er janvier 2020 va sensibiliser les auditrices et auditeurs sur les valeurs civiques et citoyennes.

« Nous allons contribuer à l'apaisement avant, pendant et après l'élection présidentielle de février 2020 », a déclaré le directeur général de RCJ FM.

Les populations seront outillées sur le patriotisme et seront motivées et impliquées au respect des

valeurs citoyennes. « Étant une radio communautaire, notre cible est la population des profondeurs. Souvent ces populations sont au champ ou au marché et c'est pourquoi les programmes passeront plusieurs fois dans la journée. Avec cela, nous sommes sûrs que la cible écoutera nos émissions ou bandes annonces, au moins une fois dans la journée et nous atteindrons nos objectifs », a précisé Assih Sizing Eyana, président du conseil

d'administration.

Consécutivement deuxième fois lauréate, RCJ FM entend mener à bien ce projet pour l'épanouissement des populations par la sensibilisation sur des thématiques comme le respect des lois et autorités, la promotion des valeurs culturelles et des droits de l'homme, la sécurité routière et la protection de l'environnement.

LE BILLET DE DÉHDÉNO PANA

Pourquoi gaspiller 500 000 FCFA par mois pour les cheveux ?

Les chiffres de la folie du business du cheveu en Afrique donnent le tournis.

Dans une de ces enquêtes sur l'industrie des mèches dans le monde, Jeune Afrique révélait les confidences d'une cliente ivoirienne qui avoue déboursier la somme de 500 000 F tous les mois pour ses deux passages au salon de coiffure. C'est une cliente pas ordinaire, elle doit avoir de l'oseille ! Cependant, la femme noire africaine, dans les pays du sud du Sahel, dépense en moyenne 50 000 F par mois pour sa tête. Le constat interpelle ! Pourquoi les africaines investissent-elles autant dans les cheveux importés ?

Remontons un peu le cours de l'histoire. Les cheveux crépus sont une caractéristique physique de la femme et de l'homme noir. Il y a quarante, cinquante ans en arrière, la femme africaine arborait sans aucune forme de complexe ses cheveux afro naturels, c'est-à-dire non traités avec des produits chimiques. Elle pouvait exprimer sa liberté par le choix de la forme à donner à ses cheveux. Longs ou courts, les cheveux naturels étaient coupés, tressés, nattés, ou laissés sans aucune autre forme.

Au fil des années, les femmes et les hommes noirs ont

développé des complexes qui sont nourris par des préjugés racistes. Dans les Etats-Unis esclavagistes, une certaine « loi » défendue par les femmes blanches interdisait aux femmes noires esclaves ou libres de laisser leurs cheveux naturels. La femme noire devait se couvrir la tête pour éviter d'attirer l'attention des maris des femmes blanches parce que les cheveux afro naturels la rendaient plus désirable. Ce que ces règles étaient censées faire, était de limiter l'influence croissante de la population noire libre et de maintenir l'ordre social de l'époque. En Afrique postcoloniale, les populations ont été fortement influencées par la mode occidentale et ont développé deux préjugés.

D'une part, on trouve que le cheveu crépu est sale et d'autre part qu'il pousse trop vite ou ne pousse pas du tout, d'où l'obsession pour la longueur des cheveux, les extensions, les dreadlocks. Par retournement de stigmatisation, les Africains ont intégrés « fièrement » qu'ils étaient dotés de cheveux naturellement ingérables auxquels il fallait consacrer trop de temps et d'énergie pour les entretenir parce que sales et affreux au naturel.

Ce qu'il faut savoir, c'est que la question de la texture des

cheveux des Noirs ne date pas d'hier. Par contre, le retour conscient aux cheveux afro-naturels par beaucoup de Noirs ne devrait pas être perçu comme un effet de mode ou une simple tendance. Au contraire ! Je trouve, pour ma part, que cette démarche devrait susciter de sérieuses réflexions parce que c'est une question d'enjeux politique,



économique, culturel et sanitaire.

Sur le plan politique, le combat des populations africaines à accéder à l'autodétermination et à la souveraineté totale se joue aussi par l'expression de symboles comme avoir des cheveux afro naturels, synonyme de liberté qui traduit chez l'africain les notions d'anticonformisme et de bonheur. Pour exemple, historiquement les cheveux afro étaient liés aux mouvements politiques des

Black Panthers aux USA ou le « Mouvement de conscience noire » en Afrique du Sud. Sur le plan économique, l'enjeu est de taille. Aujourd'hui, l'industrie du cheveu pèse entre 10 et 15 milliards de dollars. Elle est détenue par les Chinois, les Britanniques et les Français.

Le Togo consomme 186 tonnes de cheveux transformés (mélange de cheveux naturels plus matières synthétiques et poils d'animaux) équivalant à 558 000 euros d'importation (environ 367 000 000 FCFA) par an (sources : Jeune Afrique). En moyenne une femme africaine dépense plus de 50 000 francs par mois pour l'extension de ses cheveux. Peut-on imaginer la manne financière qui n'échappera plus à l'Afrique si on pouvait s'inventer des solutions adaptées aux cheveux crépus ? D'un point de vue culturel, les cheveux des femmes noires ont toujours fasciné les artistes et les photographes.

Assumer ses cheveux crépus revient à assumer son identité noire. L'enjeu est aussi sanitaire. L'extension des cheveux crépus n'est pas sans risques. L'ajout de corps étrangers sur la tête expose sans aucun doute à des perturbations du système de défense de l'organisme, sans

plus aller dans les détails.

La Miss Univers 2019, Zozibini Tunzi, qui vient d'être élue est une noire Sud-Africaine. Sa couleur de peau et son origine africaine ont moins soulevé des vagues de critiques que ses cheveux afronaturels.

Le mannequin sud-africain est devenu la première femme noire à remporter la prestigieuse couronne de Miss Univers avec un naturel renversant jusqu'à la pointe de ses cheveux crépus.

La question que je me pose, après ce choix peu banalisant, est de savoir si les femmes... et les hommes noirs africains vont-ils percevoir là un signe des temps ? Puisque la jeune femme de 26 ans fait désormais partie des femmes les plus influentes de la planète. La question mérite réflexion, quand on sait à quel degré le blanchissement de la peau du roi de la pop musique Michael Jackson a influencé.

MUSIQUE

Toofan sur scène à Lomé : Inédit !

Pour permettre à leurs fans de passer d'agréables moments de fête, le groupe togolais Toofan offre deux concerts en 72 heures pour clôturer l'année 2019 en toute beauté.

Nicolas EDORH

Après avoir sillonné l'Afrique et l'Europe pour la promotion de leur dernier album CONQUISTADOR signé chez UNIVERSAL, le duo le plus célèbre du Togo et sacré « Meilleur Groupe d'Afrique » il y a quelques semaines, se propose d'exprimer sa gratitude au public togolais.

Deux spectacles des plus inédits sont prévus à Lomé. Le premier sera privé et est programmé sur le vendredi 20 décembre 2019 à l'hôtel 2 Février. Le public VIP, composé des représentants d'institutions, des sponsors et

des partenaires, y est attendu, dans un décor et un spectacle magiques comme les « fils du vent » savent l'offrir.

Le deuxième spectacle sera offert sur l'esplanade de Canal Olympia Godopé à Hanoukope. Ce concert grand public qui se tient le dimanche 22 décembre accueillera plus de 5000 fans du groupe.

Des retrouvailles très attendues

Le groupe Toofan a manqué à ses fans cette année dans leur pays. Leur dernier



concert grand public au Togo remonte à 2018.

A la veille de la célébration des 15 ans de carrière, Masta Just et Barabas veulent être aux petits soins pour ce public qui les porte et les soutient durant leur parcours.

Eternels insatisfaits et adeptes du travail bien fait, Barabas le Magicien et Masta Just le Satellitaire récoltent les

lauriers de leur abnégation. Ses rois du Rap-Ambiance, créateurs de plusieurs styles musicaux (Ograga, Cool Catché, Gwéta ou encore Téré...) ont enflammé toutes les scènes à travers l'Afrique, l'Europe et les Etats-Unis.

Aujourd'hui, à l'orée de leurs quinze ans de carrière, des dizaines de singles, de nombreuses collaborations, plusieurs distinctions et cinq albums sont à leur actif. Les enfants de Tokoin Séminaire sont plus que jamais décidés à conquérir le reste du monde. TUBLAND, plus qu'un studio d'enregistrement, l'antre de leur défoulement artistique et de leur inspiration, est là à cet effet.

LA NOUVELLE
TRIBUNE

Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjilé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication

Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO
Ismaël ALI

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
LA COLOMBE

Tirage
1000 exemplaires



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de l'Agriculture,
de la Production Animale
et Halieutique

**Merci à tous nos partenaires et donateurs
de diverses manières soutiennent**

L'OPÉRATION TÉLÉFOOD 2019

